



MANSHIET NASSER. Dans ce quartier informel, il faut avoir recours au système D pour obtenir de l'électricité. DELPHINE HOTUA

Branchés à contre-courant

Electricité. Le gouvernement affiche depuis l'an dernier la volonté d'équiper les quartiers informels. Lumière sur un projet qui n'a pas produit tous les résultats escomptés.

Une facture multipliée par 67 ! Voilà la mésaventure arrivée à Ahmed entre août et septembre 2006 dans le quartier informel d'Ezbet el-Arab, à quelques encablures de Medinet Nasr, quartier aisé du Caire. La consommation personnelle d'électricité apparue sur la facture de ce propriétaire est passée de 35 à 748 kW en un mois, sans pour autant qu'il change son mode de vie. Dans son appartement, un simple réfrigérateur, une télé et une vieille machine à laver. Même si ses appareils étaient restés allumés le mois entier, ils n'auraient pas consommé plus de 200 kW...

Coupable toute désignée pour lui, Egyptian Electricity Holding Company, créée en 2000 par le gouvernement pour restructurer le domaine de l'électricité dans le pays. Contrôlée à 51 % par l'Etat, elle a ouvert la production au secteur privé. Toutefois, « les tarifs sont toujours fixés par le Conseil des ministres », prétend Agsam Abou Alela, porte-parole du ministre de l'Electricité et de l'Energie.

Depuis l'an passé, les autorités ont consenti un effort vers les quartiers informels, ces quartiers construits illégalement

et qui ne disposent pas de services publics. De plus en plus peuplés, ils ne peuvent plus être ignorés. « En 2006, 370 000 citoyens ont été reliés au réseau. Désormais, 99,3 % des Egyptiens y ont accès », se félicite-t-il. Pas sûr...

Retour sur la colline d'Ezbet el-Arab, qui domine la Cité des morts. Ici, électricité ne rime pas avec généralité. Confrontés à des coûts d'installation jugés faramineux, les propriétaires comme Ahmed refusent d'investir les sommes réclamées (plus de 30 000 livres, soit environ 4 000 euros) pour équiper un immeuble. Les habitants ont donc recours à diverses entourloupes pour contourner l'obstacle et aider voisins et famille. « Mes enfants habitent dans l'immeuble d'à côté qui n'est pas équipé. Toutes les nuits, confesse Ahmed, je leur prête un câble que je retire le lendemain matin pour éviter de recevoir une amende. »

Le détournement est une pratique répandue. « Ceux qui n'ont pas d'électricité utilisent le câble du voisin ou se branchent directement sur la prise de terre. La perte commerciale atteint 6 % », déplore Agsam Abou Alela. Pour faire cesser ces pratiques, les autorités n'hésitent

pas à agir. « La police vient souvent pour couper les fils des installations illégales », raconte Mohamed, habitant d'Ezbet Abou Haschisch. Un de mes voisins a même été emprisonné, il y a peu. »

Dans cette enclave de pauvreté, au cœur du quartier aisé d'Abbasseya, en lisière du centre-ville, ne subsistent que des bâtiments éventrés autour desquels les habitants cohabitent avec chèvres et ordures.

« Ceux qui n'ont pas d'électricité utilisent le câble du voisin. »

Les appartements, sombres, affichent tout au plus un faible néon comme seule source de lumière. Les ruelles plongées dans une quasi-obscurité n'ont guère que la lueur des magasins pour tout éclairage. Les guirlandes de lampes disposées entre les immeubles pour égayer l'ambiance sont

inutilisables. Les compteurs sont vieux, parfois déréglés. Pour s'éclairer, les habitants se branchent sur les mêmes compteurs. Certains sont plus malins. Dans son échoppe, Mahmoud exhibe fièrement sa trouvaille. Lassé de subir la hausse inexplicée de ses factures, il a bricolé une prise de terre pour se brancher sur le réseau public et ne plus payer l'intégralité de la consommation de sa boutique.

La création d'Egyptian Electricity Holding Company devait permettre de répondre à la hausse de la consommation et d'améliorer les services. « Il y a désormais moins de coupures de courant », soutient Hatem Wahid, directeur du secteur des autorisations à la Direction de régulation du trafic électrique. On a construit de nouvelles installations et le réseau a été en partie renouvelé. »

A Ezbet Abou Haschisch, on est loin de tout ça. La municipalité refuse l'installation de nouveaux équipements. On murmure même qu'elle veut démolir le quartier, cette poche de misère située à seulement quelques kilomètres d'un centre-ville, lui, tout illuminé.

AMANI ALY
SYLVAIN LIRON